LES POCHES DES PARENTS D'ÉLÈVES DUREMENT SOLLICITÉES

Combien coûte la rentrée ?

Les frais de la rentrée scolaire prennent une sacrée tendance haussière, entre la scolarité, le prêt-à-porter et autres dépenses auxiliaires pour les enfants, les porte-monnaies s'assèchent vite en ce début de septembre.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - A peine rentrées de vacances que les familles se pressent pour les préparatifs de la rentrée scolaire. En prévision de ses coûts, nombreuses sont celles qui ont fait l'impasse sur les dépenses de vacances et ont préféré économiser pour cette période de forte consommation. Pour les plus prévoyantes, les achats scolaires ont été réglés juste après la fin de la précédente année scolaire, un gros souci en moins mais surtout une belle économie de temps et d'argent.

En effet, ce n'est qu'à l'approche de la rentrée que les prix des fournitures scolaires commencent à grimper. Si cette tendance s'explique par la loi de l'offre et de la demande, il n'en demeure pas moins que les parts de l'inflation et de la marge commerciale sont souvent très conséquentes sur le prix de vente final. Il est clair que cette période de l'année profite énormément aux commerçants mais elle pénalise tout autant les ménages et les familles nombreuses tout particulièrement.

Rien que pour les fournitures scolaires, entre stylos, cahiers et autres outils, cela se chiffre à pas moins de 2 500 DA pour un petit écolier. Ce chiffre se voit doublé, voire triplé, pour un élève du palier moyen ou secondaire. Les tarifs dépassent facilement la barre des 10 000 DA dès que les enfants commencent à pencher un peu trop du côté des fournitures et outils plus performants. Ceci, en écartant les frais des cartables qui ont pris leur envol ces dernières années. Un cartable de qualité moyenne ne coûte pas moins de 2 000 DA.

Pour aspirer à une bonne qualité, il faut débourser plus de 4 500 DA. Et ce, sans omettre la somme conséquente à consacrer aux vêtements et chaussures.

Evidemment, les livres prennent aussi une bonne partie du budget, ils représentent une moyenne de 3 000 DA pour les élèves du moyen et un peu plus pour ceux du secondaire. Pour ce qui est des deux premières années du primaire, la réforme des manuels de deuxième génération n'implique que 4 livres pour chaque année, soit un total revenant à moins de 2 000 DA, en plus d'avoir les cartables plus allégés.

Par ailleurs, les parents dont les enfants sont scolarisés dans des écoles privées, leurs charges sont triplement plus importantes. Entre les livres scolaires des deux programmes enseignés pour certaines écoles et les tarifs de scolarité qui ne sont pas en dessous de 10 000 DA par mois pour le primaire seulement, les parents ne sont pas près d'apprécier cette rentrée scolaire, considérant l'énorme enveloppe financière à décaisser. Entre les préparatifs de cette rentrée scolaire et ceux de l'Aïd el-Kébir, c'est un feuilleton dramatique de dépenses consécutives qui s'acharne sur les ménages algériens et un coup dur pour les plus démunis d'entre eux.

N. B.

Les parents désemparés.

Photos : DR

FOURNITURES SCOLAIRES

Un marché dominé par l'importation

Le marché des fournitures scolaires en Algérie représente une manne estimée par Hadj Tahar Boulenouar, de l'Association des artisans algériens, à 150 milliards de dinars, elle représente une aubaine pour les producteurs nationaux qui se montrent cependant frileux à cet égard quand on sait que 80% des articles scolaires sont actuellement importés.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Les raisons en sont presque évidentes : les contraintes bureaucratiques et administratives dissuadent plus d'un. Comme ce fabricant algérois contraint de délocaliser ses activités en Tunisie pour voir son commerce faire florès. Il se permet même d'exporter à partir de ce pays voisin !

Hadj Tahar Boulenouar se montre véritablement critique envers les différents acteurs des organisations patronales coupables, selon lui, de déserter un marché pourtant très porteur, ce qui ouvre la porte large aux importations d'articles et fournitures scolaires à l'origine douteuse qui plus est sont susceptibles de porter préjudice à la santé des élèves.

En effet, des rumeurs qui ne sont toujours pas confirmées, font état que des tabliers présentant potentiellement un danger sanitaire pour les élèves sont commercialisés pour la modique somme de 200 DA la pièce ! Ce qu'une représentante de l'Association des consommateurs (Apoce) n'a pas voulu infirmer ni confirmer en l'absence de plainte dans ce sens. Une raison de plus pour voir les potentiels investisseurs nationaux s'impliquer davantage dans ce domaine. Quoi que les contraintes liées à l'exercice de l'activité ne soient toujours pas idéales.

Ainsi, ce qui freine l'essor de cette industrie, ce sont les matières premières qui sont taxées au même titre que les produits finis, et les investissements exigeant des financements difficiles à avoir, ainsi qu'une fiscalité qui ne fait aucune différence entre achat, revente de produits importés et production locale, estime l'économiste Ferhat Aït Ali. Selon lui, les opérateurs nationaux ne sont pas à incriminer dans un environnement local «hostile à tout investissement» qui casse la machine à sous importatrice, et préconise un régime spécial au profit des producteurs, «sinon on ne s'en sortira jamais sauf vers les pénuries et la faillite financière qui vont souvent ensemble».

Actuellement, il existerait une quinzaine d'opérateurs opérant dans le segment du papier, le reste des produits commercialisés proviennent de l'importation.

Il faut savoir que le gros des intrants pour cette filière est importé, et que pour une marge sortie d'usine de 50%, personne n'est prêt à y intégrer des charges d'investissement, frais financiers et un personnel coûteux et peu productif, avec un fisc plus regardant avec les producteurs stables qu'avec des importateurs peu faciles à cerner.

Pour les acteurs sur le marché, le gros des opérateurs est constitué d'importateurs disparates, au niveau national, et qui changent même de registres de commerce, et se fournissent à 70% du Sud-Est asiatique, en produits pas toujours conformes, certains se fournissent en Europe pour échapper aux droits de douane plus lourds sur d'autres origines, ou font de la transformation mineure locale, se limitant à la découpe et au pliage de rames importées de papier, ce qui revient à une importation pure et simple, mais avec une exonération à l'IBS pendant trois ans sous le label de producteur national, analyse M. Aït Ali.

Pour les contraintes, «elles sont les mêmes que pour tous les autres producteurs, ils n'ont aucune chance de placer leur produit à une bonne marge, tant que l'importation est possible, et aucune chance de satisfaire le marché en cas de rupture des importations, c'est aussi simple».

Y. D.

Les prix sont hors de portée.

HYGIÈNE ET ÉTAT DES LIEUX

Pour un contrôle des écoles à Oran

La rentrée scolaire n'est pas qu'une question d'achat de livres, de tabliers et de fournitures scolaires, c'est aussi et surtout les conditions d'accueil des élèves dans des établissements respectant les mesures d'hygiène.

C'est une question qui revient systématiquement dans la commune d'Oran, chargée du cycle primaire, au vu de l'état dégradé des lieux de nombre d'écoles.

D'ailleurs dès le mois d'août, les autorités locales avaient averti les responsables d'établissements, suite à des contrôles, leur indiquant que des efforts devaient être déployés au plus vite pour l'entretien des réservoirs d'eau, l'installation d'équipements de chauffage, des sanitaires propres ainsi que la remise en l'état de l'étanchéité des toits et des plafonds des classes.

Pour la rentrée, ainsi et suite aux contrôles, ce sont 36 écoles qui ont connu des travaux de réhabilitation, 31 se sont contentées de ravalements de façades avec peinture fraîche. Mais le plus important c'est la question du chauffage pour l'hiver, puisque nombre d'écoles et autres établissements des autres paliers ne disposent pas de chauffage, ou les installations sont en panne, pour manque d'entretien ou non-respect des normes dans l'installation.

La situation à l'extérieur des établissements est aussi une préoccupation cette fois-ci des parents, puisque dans certains quartiers les abords des établissements deviennent des dépotoirs, des lieux de commerces illégaux, charriant tout un tas d'immondices.

La sécurité est un autre volet qui interpelle d'autres institutions alors que le phénomène des kidnappings hante l'esprit des parents d'élèves.

Fayçal M.